

Coopération transfrontalière: Vers un renforcement de la gestion coordonnée et inclusive du parc W

La préservation du Parc W préoccupe profondément l'Autorité du Bassin du Niger (ABN). Un atelier sous-régional s'est tenu du 26 au 28 juin 2024 à Ouagadougou pour valider les résultats de l'étude relative à la plateforme fonctionnelle du Parc. Les travaux de lancement de cet atelier ont eu lieu en présence de plusieurs personnalités, dont les responsables de l'ABN, du Projet NB-ITTAS et des autorités du pays hôte.



Photo de famille de la rencontre

Dans son discours de lancement, Monsieur Sèyivè Didier ZINSOU, Secrétaire Exécutif par intérim de l'ABN, a exprimé son espoir que les travaux en cours à Ouagadougou soutiendront les efforts déployés par le Bénin, le Niger et le Burkina Faso pour la sauvegarde et la préservation de la riche biodiversité du Parc W, actuellement menacée par divers facteurs.

Après la mise en place de la plateforme, des travaux de diagnostic et d'investigation ont été menés, aboutissant à la production de rapports essentiels sur l'écosystème transfrontalier du Parc. Ces rapports mettent en lumière les besoins de renforcement des capacités pour améliorer la gouvernance et la gestion durable de cet écosystème. Ils proposent également un projet pilote de démonstration pour l'écosystème transfrontalier et un mécanisme commun de surveillance de l'écosystème du Parc W.



Les parties prenantes en session

L'objectif de l'atelier de Ouagadougou est de renforcer la

contribution des institutions nationales à la gestion de l'écosystème transfrontalier du Parc W. Monsieur Allomasso TCHOKPONHOUE, Coordonnateur Régional du Projet NB-ITTAS, a expliqué que l'atelier vise à développer un mécanisme de surveillance des écosystèmes basé sur des indicateurs environnementaux et à évaluer ces indicateurs à chaque niveau.

Monsieur Félix SOU, représentant du ministre de l'environnement, de l'eau et de l'assainissement du Burkina Faso, a exprimé, au nom des trois pays concernés, sa gratitude envers le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et ses agences partenaires, notamment le PNUD et le PNUE, pour leur soutien en faveur du Parc W. Il a souligné que la préservation du Parc constitue une véritable préoccupation pour les États concernés.

Après la validation des documents, la prochaine étape consistera en la mise en œuvre, dans chaque pays, des structures de gouvernance nécessaires à la gestion durable du Parc W.

Megan Valère SOSSOU

Agroécologie et économie circulaire: Plus de 100 jeunes et femmes se réunissent pour un atelier

Le 24 juin 2024, le centre IITA d'Abomey-Calavi accueillera cent vingt-cinq (125) jeunes et femmes du secteur agricole pour un atelier de formation et de sensibilisation sur les

pratiques agroécologiques et l'économie circulaire. Cet événement, initié par Youth Initiative for Land in Africa (YILAA) avec le soutien de Climate and Clean Air Coalition (CCAC) de l'UNEP, vise à promouvoir l'adoption de technologies agroécologiques pour réduire les polluants climatiques de courte durée de vie dans la production de maïs et de riz.



Le consortium soutenant cette initiative comprend l'association des Paysans du Ghana, Africa Rice, et le Council for Scientific Industrial Research (CSIR). L'objectif principal est de sensibiliser les participants à la réduction des émissions de méthane et de noir de carbone, qui sont des polluants significatifs dans la culture de ces deux produits vivriers essentiels.

Cette première cohorte de formation cible les départements de l'Atlantique, du Littoral, du Mono et du Couffo. Au total, près de cinq cents (500) jeunes à travers tout le Bénin bénéficieront de cette formation. Les participants incluront des membres des organisations paysannes, des groupements de femmes, ainsi que des coopératives et associations de jeunes œuvrant dans le secteur agricole, en particulier dans la culture du maïs et du riz.

À la fin de cette journée de formation, les participants devraient être capables d'appliquer sur le terrain des pratiques visant à atténuer les effets des polluants climatiques de courte durée de vie (PCCDV), contribuant ainsi à un secteur agricole plus durable et respectueux de l'environnement.

Megan Valère SOSSOU

Entretien avec Xenya Scanlon : Urgence et solutions pour la lutte contre la désertification

À l'occasion de la Journée mondiale de la lutte contre la désertification, Xenya Scanlon, cheffe de la communication, des relations extérieures et des partenariats de la CNULCD, partage ses réflexions sur les défis et les solutions liés à la dégradation des terres.



Xenya Scanlon, Cheffe de la Communication CNULCD

Célébrer cette journée aujourd'hui signifie reconnaître l'urgence et l'ampleur des défis liés à la dégradation des terres. Près de la moitié de la planète et presque la moitié de la population mondiale sont déjà affectées par ces fléaux. Cela pèse le plus souvent sur les plus vulnérables, notamment les petits agriculteurs, les femmes et les peuples autochtones. Pour donner une idée de l'ampleur de la perte des terres saines, chaque année nous perdons à peu près 100 millions d'hectares de terres à la dégradation, ce qui correspond plus ou moins à la superficie de l'Égypte ou de la Mauritanie. C'est un objectif d'une urgence extrême.

Aujourd'hui marque également le 30e anniversaire de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. Ce traité historique et crucial est essentiel non seulement pour le monde, mais aussi pour le continent

africain. L'Afrique a été un des porteurs de cette convention à l'échelle internationale et en a été un des plus grands champions. Bien sûr, l'Afrique n'est pas épargnée par les phénomènes de sécheresse, de dégradation des terres et de désertification, mais elle propose également des solutions applicables sur le continent et à travers le monde.

Cependant, de nombreux défis subsistent. Premièrement, les contextes difficiles auxquels sont confrontés plusieurs pays, ainsi que les phénomènes de pauvreté et d'insécurité alimentaire très prononcés en Afrique, compliquent la lutte contre la désertification. Par exemple, environ 65% des terres arables du continent ont déjà été soumises à la désertification, ce qui crée une urgence d'agir en Afrique et ailleurs.

Malgré ces défis, l'Afrique a déjà mis en place de nombreuses initiatives, notamment l'une des plus grandes initiatives mondiales : la Grande Muraille Verte. Ce projet ambitieux vise à reboiser et restaurer 100 millions d'hectares de terres dégradées d'ici 2030. Onze pays sont impliqués et cette initiative en inspire d'autres au-delà de la région sahélienne. Nous sommes impatients de voir les résultats de ces projets aboutir à notre vision d'un monde où non seulement nous mettons fin à la dégradation des terres, mais où nous restaurons également les terres et notre patrimoine naturel.

Le thème de cette journée, cette année, « Unis pour les terres, notre héritage, notre avenir », est un pont entre les générations, une opportunité de s'unir pour l'avenir de nos terres. La restauration des terres contribue aux initiatives contre le changement climatique et cible la perte

de biodiversité. En restaurant nos terres, nous faisons progresser les objectifs mondiaux et bien d'autres objectifs de développement durable.

D'ici 2050, la population mondiale atteindra 10 milliards d'habitants, et beaucoup auront besoin de ressources naturelles, notamment de terres saines. Ce que nous investissons aujourd'hui, c'est pour notre avenir. Des études montrent que chaque dollar investi dans la restauration des terres rapporte environ 30 dollars en bénéfices économiques et sociaux. Cela souligne l'importance de ces investissements.

Xenya Scanlon souligne également l'importance de la jeunesse africaine en tant qu'acteur majeur du changement dans notre effort collectif pour restaurer les terres et renforcer la résilience à la sécheresse. 70% de la population du continent africain a moins de 30 ans. C'est une génération qui peut contribuer de manière très constructive à notre défi collectif. En s'unissant pour l'avenir de notre terre, nous pouvons également créer des emplois pour les jeunes, améliorer la situation de l'exode rural, et répondre à de nombreuses préoccupations actuelles de nos sociétés.

La Journée mondiale de la lutte contre la désertification nous rappelle donc l'ampleur des défis à relever, mais aussi l'urgence d'agir pour préserver notre patrimoine naturel pour les générations futures.

La transmission du VIH de la mère à l'enfant reste une

préoccupation majeure en Afrique de l'Ouest et du Centre. Dans ces régions, un nombre croissant d'enfants naissent de mères qui ne sont pas sous traitement antirétroviral (ARV), aggravant ainsi la situation sanitaire. Pour sensibiliser les journalistes sur ce sujet, le Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement a organisé un webinaire le vendredi 14 juin 2024, intitulé «Élimination de la transmission mère-enfant du VIH en Afrique de l'Ouest et du Centre : et si on en parlait». Cet événement a été animé par deux experts de renom : Dr Fodé Simaga, directeur de la science, des services et des systèmes pour tous à l'ONUSIDA à Genève, et Dr Éric Verschueren, directeur pays de l'ONUSIDA pour le Bénin et le Togo.

Megan Valère SOSSOU

Benkadi au Bénin : Des associations de femmes outillées pour une agriculture durable par SOS SAVANE-ONG

Dans le cadre du programme BENKADI, le partenaire local de mise en œuvre SOS SAVANE-ONG avec l'appui de la Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCIB), a mené une série d'activités du 10 au 15 juin 2024 dans les communes de Karimama et Malanville, département de l'Alibori. Ces activités visaient à renforcer les capacités adaptatives des

associations de femmes et de jeunes dans les secteurs de l'agriculture (maraîchage écologique, production de compost à base de produit locaux) et miniers (exploitation de sable lagunaire) dans les communes de Karimama et de Malanville.

Les ateliers, organisés sur les sites de maraîchage des associations de femmes à Guéné, Karimama centre et Kargui, ont permis de combiner théorie et pratique pour une meilleure appropriation des techniques enseignées. Les femmes, cibles prioritaires de ces sessions, ont appris des méthodes de production de compost à base de produits locaux et des techniques de maraîchage écologique. Ces pratiques visent à augmenter les revenus des femmes tout en réduisant la pression sur les ressources naturelles.

Des ateliers pratiques d'initiation aux biopesticides

Pour réduire l'usage des pesticides chimiques, les participantes ont été initiées à la production et à l'utilisation de biopesticides à base de feuilles de neem. Elles ont également partagé et enrichi ces connaissances avec des techniques locales, telles que l'utilisation de biopesticides à partir de cendre, de savon neutre Palmida, et de feuilles de papayer. Ces méthodes contribuent à la promotion d'un maraîchage respectueux de l'environnement.

Appui en micro-équipements aux associations de femmes

Pour soutenir la mise en œuvre des techniques de maraîchage écologique, SOS SAVANE-ONG, avec l'appui technique et financier du programme BENKADI, a distribué des micro-équipements aux associations de femmes. Ces équipements, comprenant arrosoirs, râteliers, pelles, houes, sarcleuses, coupe-coupes, et autres outils, faciliteront les activités agricoles des bénéficiaires.

Satisfaction des bénéficiaires

Les ateliers ont été accueillis avec enthousiasme par les

participantes venues de diverses localités, notamment de Gorou-béri et Torozougou à Karimama, ainsi que de Guéné à Malanville. Aissatou BASSANDA de l'association Matcharassé à Kargui se réjouit des connaissances acquise au cours des séances de renforcement de capacités. Elle promet appliquer les techniques et de les répandre à sa communauté.

Afoussa Ousmane, membre de l'association Gorobani de la commune de Karimama, exprime sa gratitude envers tous les acteurs du programme BENKADI. Selon elle, ce programme a permis de découvrir de nouvelles stratégies d'adaptation aux changements climatiques et aux problèmes environnementaux.

À l'instar d'Afoussa et d'Aissatou, toutes les femmes participantes reconnaissent que ces formations arrivent à point nommé, considérant les défis quotidiens qu'elles rencontrent dans le secteur agricole.

Au total, 30 femmes ont vu leurs compétences renforcées en matière de production et d'utilisation de compost et de biopesticides à partir de matières premières locales et accessibles.

Un pas vers l'adaptation basée sur les écosystèmes

Ces activités s'inscrivent dans le cadre du programme BENKADI, qui promeut l'Adaptation basée sur les Écosystèmes (AbE) comme moyen d'adaptation aux effets néfastes des changements climatiques. L'approche AbE comprend la restauration de la productivité agricole, la biodiversité des sols, et la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE).

Avec ces initiatives, SOS SAVANE-ONG et le programme BENKADI espèrent contribuer à une agriculture plus durable et résiliente dans les communes de Karimama et Malanville, tout en améliorant les conditions de vie des femmes et des jeunes de ces régions.

Megan Valère SOSSOU

10 ans d'existence: le Centre Africain de Nutrition et de Naturopathie Jean Pliya à l'honneur

Une délégation de l'ACPB a été invitée à la célébration des 10 ans d'existence du centre Canna JP. Cet événement a eu lieu le mardi 14 mai dans les locaux du centre à Godomey.



À cette occasion, plusieurs autorités gouvernementales ont honoré l'événement de leur présence. Pour le parrain de la cérémonie, Abdoulaye Bio Tchane, ministre d'État, se rendre en ce lieu était une manière d'honorer feu Jean Pliya. Il a déclaré : « J'y serai jusqu'à ce qu'on célèbre les 100 ans. Ce centre traite la malnutrition et c'est ce dont souffrent 80 % des Béninois. » Il en a profité pour féliciter Mme Danielle Pliya pour avoir pris soin de ce joyau légué par son défunt père.



Après l'intervention du ministre d'État, plusieurs discours de témoignage ont suivi, dont celui de la représentante du ministre de la Culture, Mme Carole Borna. Elle a rappelé à l'assistance le rôle essentiel que joue ce centre dans la promotion de nos valeurs culturelles et culinaires pour le bien-être de tous. Docteur Josias Sohinto, président du Conseil d'Administration de l'Association des Cliniques Privées du Bénin, a également pris la parole. Il a souligné l'apport de la naturothérapie dans le traitement du corps humain, surtout en matière de prévention des pathologies.



« Nos expériences personnelles nous montrent que la médecine est un tout. L'homme est un tout et l'on ne peut rien négliger quand on veut prendre en charge l'être humain, » a-t-il affirmé. Il a conclu en insistant sur la nécessité d'une approche collaborative entre la médecine allopathique et la médecine naturelle pour une prise en charge optimale des patients dans les structures sanitaires privées.

La cérémonie a également vu la présence de l'ancienne ministre de la Santé, le Professeur Akoko Kindé Gazard, qui a félicité Mme Danielle Pliya pour l'œuvre de son père qu'elle continue de faire prospérer au fil des années. La soirée s'est achevée par une visite du jardin du centre Canna JP et la dégustation d'une collation made in Benin.

Yasmine Da Matha

Des insuffisances rénales chroniques seraient liées au réchauffement climatique

[Une étude récente](#) menée au Brésil révèle une corrélation inquiétante entre l'insuffisance rénale chronique d'origine indéterminée et l'exposition à des températures extrêmes. Cette maladie, qui affecte de nombreuses régions tropicales, pourrait être un symptôme du réchauffement climatique mondial.



Climat et Santé

Identifiée pour la première fois dans les années 1990 en

Amérique du Sud, au Sri Lanka et en Inde, cette affection mystérieuse a été nommée « insuffisance rénale chronique d'origine indéterminée » en raison de la difficulté à en déterminer la cause précise. Selon un rapport de Le Temps, certains scientifiques ont avancé l'hypothèse d'un lien avec le réchauffement climatique.

Cette hypothèse se voit aujourd'hui renforcée par une nouvelle étude publiée dans The Lancet Regional Health Americas. L'étude analyse les admissions à l'hôpital entre 2000 et 2015 dans 1 816 villes brésiliennes. Sur 2 726 886 hospitalisations pour des maladies rénales durant cette période, plus de 202 000 cas seraient attribuables au réchauffement climatique.

Progression des hospitalisations

« Chaque hausse mondiale de 1 °C des températures ambiantes semble provoquer une augmentation correspondante des hospitalisations liées à cette nouvelle affection dans les régions tropicales », rapporte Le Temps. Le phénomène a été initialement observé au début des années 2000 au Salvador, au Sri Lanka et en Inde. Les personnes touchées n'ont pas de facteurs de risque connus, mais partagent un point commun : elles travaillent en plein air dans des régions où les températures moyennes ont fortement augmenté au cours des cinquante dernières années.

L'équipe de chercheurs brésiliens conclut que « l'exposition répétée à des températures extrêmes peut causer, par déshydratation, des épisodes d'insuffisance rénale aiguë susceptibles de provoquer à leur tour l'apparition d'une maladie chronique ».

Cependant, une autre hypothèse est également envisagée par certains scientifiques : la contamination de l'eau par un polluant. « L'hypothèse d'un double effet causal n'est donc pas exclue », souligne le quotidien suisse.

Impacts dans les pays tempérés

Les épisodes d'insuffisance rénale aiguë liés au climat pourraient également toucher les pays aux climats plus tempérés. Pierre-Yves Martin, professeur honoraire à la faculté de médecine de l'université de Genève, rappelle que lors de la canicule de 2003, des études ont démontré une augmentation de 27 % du nombre de personnes nécessitant temporairement des dialyses.

Ces découvertes soulignent l'urgence de lutter contre le réchauffement climatique et de trouver des solutions pour protéger les populations les plus vulnérables, particulièrement dans les régions tropicales où les températures continuent de grimper.

Megan Valère SOSSOU

Bénin : la plateforme de mobilité, RMobility, lance son service de Voiture de Transport avec Chauffeur

Reconnue et régulièrement utilisée au Bénin comme plateforme de covoiturage, RMobility franchit une nouvelle étape en lançant son service de Voiture de Transport avec Chauffeur (VTC) le vendredi 07 juin à Cotonou.



Une nouvelle ère s'ouvre pour le transport en commun et la mobilité urbaine à Cotonou, capitale économique du Bénin.

Après trois ans d'activité en tant qu'application de covoiturage, RMobility étend ses services pour inclure le VTC, avec des opérations débutant ce vendredi.

« Chez RMobility, nous croyons fermement que la mobilité doit être accessible, sécurisée et pratique pour tous. En lançant notre service de VTC, nous visons à offrir une solution de transport plus flexible et plus efficace aux habitants du Bénin. Car, nous avons observé une demande croissante pour des options de transport modernes et fiables, et c'est exactement ce que notre service de VTC apporte », rassure Raynald Ballo, dirigeant de RMobility.

Une flotte de plus d'une cinquantaine de véhicules, identifiés ou non par le logo RMobility, sera disponible pour desservir les habitants de Cotonou et ses environs. Pour ce lancement, des offres exclusives sont proposées, incluant une réduction de 20% et le don d'une carte carburant de 5000 FCFA JNP dès le premier trajet.

Raynald Ballo précise : « Avec nos offres de lancement attractives, nous voulons encourager les utilisateurs à découvrir les avantages uniques de RMobility, tout en soutenant nos conducteurs avec des incitations significatives. Notre objectif est de transformer la manière dont les gens se déplacent, en mettant la technologie au service de leur confort et de leur sécurité. »

Pour accéder à l'application RMobility, il suffit de la télécharger depuis l'App Store, Google Play Store ou AppGallery, de créer un compte avec son numéro de téléphone, de compléter son profil et d'explorer les services de covoiturage, location de véhicule, courses en taxi, billets de bus et d'événements.

Benkadi au Bénin: L'ONG JVE Bénin renforce les capacités des jeunes et des femmes de Grand-Popo et d'Athiémè

Les 11 et 12 juin 2024, les communes de Grand-Popo et d'Athiémè ont accueilli des ateliers de renforcement des capacités axés sur les stratégies d'Adaptation basée sur les Écosystèmes (AbE), la gouvernance participative, le lobbying et le plaidoyer. Ces événements, organisés dans le cadre du programme BENKADI par l'ONG JVE Bénin, ont rassemblé des acteurs clés, notamment du secteur privé, avec un accent particulier sur l'inclusion des jeunes et des femmes.

À Grand-Popo, l'atelier s'est tenu dans la salle de l'arrondissement, inauguré par Madame YEBE H. B. Cyrillia, secrétaire exécutive de la mairie. L'atelier a réuni 17 participants, dont 6 femmes (35%) et 11 jeunes (65%). Sous la direction de M. AVOCE Yves, les participants ont exploré des modules visant à maximiser l'utilisation durable des ressources naturelles. Les discussions ont été riches et fructueuses, avec des échanges d'idées et de solutions pour relever les défis climatiques locaux. Les travaux de groupes et les plénières ont permis de révéler des bonnes pratiques locales d'AbE et des propositions concrètes d'initiatives d'AbE à mettre en œuvre au niveau communal.

Pour marquer l'engagement des acteurs communaux formés pour la mise en œuvre et le suivi d'initiatives d'AbE au niveau communal, une Plateforme Locale Multi-Acteurs de soutien aux initiatives d'AbE (PLMA-AbE) a été mise en place, accompagnée d'une charte qui guidera les actions de la plateforme. Un comité de pilotage inclusif, intégrant

femmes et jeunes, a également été créé pour coordonner et superviser les actions de la PLMA-AbE.

À Athiémè, l'atelier a eu lieu à l'arrondissement, réunissant 17 participants, dont 7 femmes (41%) et 13 jeunes (76%). Sous la direction de M. KAKPO Jules Mozert, les participants ont également exploré des modules pour une utilisation durable des ressources naturelles. Les échanges ont permis de partager des expériences et de développer des solutions adaptées aux réalités locales.

Une PLMA-AbE a également été mise en place à Athiémè avec une charte et un comité de pilotage inclusif pour superviser les initiatives.

Pour Émilienne AYATE l'une des participantes et trésorière du comité mis en place, l'atelier a permis de mieux comprendre les enjeux climatiques et de découvrir des stratégies efficaces pour y faire face. Tout comme Emilienne, Josué SOSSAMINOU, participant, affirme que : « Les sessions sur le lobbying et le plaidoyer étaient particulièrement instructives. Nous avons maintenant les outils nécessaires pour influencer positivement les politiques locales en faveur de l'environnement. »

A Athiémé, Chantal ÉliAIKPE, participante et nommée vice-présidente du comité de pilotage de la plateforme : « Cet atelier a été une opportunité unique pour nous de mieux comprendre et d'adopter des pratiques durables. La création de la plateforme nous permet désormais de coordonner nos actions et de suivre les progrès de manière structurée. »

Les ateliers ont renforcé les compétences des participants, et ont permis de jeter les bases d'une coopération durable dans la lutte contre les impacts du changement climatique.

Megan Valère SOSSOU

Dr. Ibrahima Socé Fall : Le meilleur choix pour la Direction Régionale de l'OMS pour l'Afrique

Dr. Ibrahima Socé Fall est candidat au poste de Directeur régional de l'OMS pour l'Afrique. Une candidature soutenue par la République du Sénégal et l'Union Africaine. Reconnu pour son expertise et son dévouement en matière de santé publique, Dr. Fall est le candidat idéal pour conduire l'Afrique vers une ère de prospérité sanitaire.



Dr Ibrahima Socé Fall

Dr. Fall propose un programme ambitieux centré sur la promotion et la protection de la santé pour tous les Africains. Il envisage une OMS régionale qui soit à la fois compétente et crédible, capable de relever les défis sanitaires tout en saisissant les opportunités de prospérité. Sa vision est claire : établir des systèmes de santé résilients, centrés sur la personne, où l'innovation et la collaboration sont les moteurs principaux.

Fort de son expérience étendue, allant de la pratique médicale en zone rurale à la définition des politiques de santé mondiales, Dr. Fall s'engage à promouvoir des systèmes de santé adaptables et résilients. Il mise sur le leadership des États membres, la bonne gouvernance et la coopération avec des partenaires locaux et internationaux pour libérer le potentiel de la population africaine, en particulier des jeunes.

Dr. Fall croit fermement en une approche de santé pour tous et

tous pour la santé. Sa vision d'une Afrique plus saine, plus prospère et plus souveraine est alignée avec les objectifs de l'OMS de garantir une couverture sanitaire universelle et des soins de santé primaires de qualité. Il promet un soutien indéfectible aux États membres pour fournir des soins de santé de qualité à tous les citoyens, assurant ainsi le bien-être et la prospérité pour tous.

Avec une carrière marquée par des impacts tangibles et une transparence totale, Dr. Fall est prêt à diriger l'OMS Afrique vers un avenir brillant. Son engagement à bâtir une organisation diverse, inclusive et performante en fait le meilleur choix pour ce poste crucial.

Retrouvez son programme [ici](#)

Megan Valère SOSSOU

Voici en résumé le parcours de Dr Ibrahima Socé Fall

Dr. Ibrahima Socé Fall est un expert en santé publique et épidémiologie, avec une carrière remarquable dans la gestion des urgences sanitaires et des maladies tropicales négligées (MTN). Actuellement, il occupe le poste de directeur du programme mondial de lutte contre les MTN à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) depuis décembre 2022. Avant cela, il a été directeur général adjoint de l'OMS pour les interventions d'urgence au niveau du secrétariat général adjoint des Nations unies de mars 2019 à décembre 2022.

Auparavant, Dr. Fall a dirigé la sécurité sanitaire et les urgences pour la région Afrique de l'OMS d'avril 2015 à mars 2019. Il a également servi comme représentant de l'OMS au Mali de novembre 2012 à avril 2015, période durant laquelle il a dirigé la mission Ebola des Nations unies au Mali entre novembre 2014 et avril 2015. Entre février 2007 et novembre 2012, il a été conseiller régional pour la planification

stratégique du paludisme dans la région Afrique de l’OMS et a coordonné l’équipe inter-pays de lutte contre le paludisme pour la région Afrique de l’OMS de janvier 2004 à février 2007.

Dr. Fall a également enseigné en tant que maître de conférences à la Faculté de santé publique de l’Université Cheikh Anta Diop à Dakar de janvier 2001 à 2004. Il a occupé plusieurs postes importants au Sénégal, notamment chef de la division de planification et de contrôle au ministère de la Défense de janvier 2001 à décembre 2003, directeur général de l’hôpital Elisabeth Diouf à Diamniadio de 1997 à 2001, et médecin-chef du district de Podor de 1995 à 1997.

Ses contributions ont été reconnues par de nombreuses distinctions, telles que le prix d’excellence du directeur général de l’OMS en 2017 et 2022, le titre de Commandant de l’Ordre national du Lion au Sénégal en 2023, et celui d’Officier de l’Ordre national du Mali en 2015. Il a été élu membre du Collège royal des médecins au Royaume-Uni avec distinction en 2017 et a reçu le prix des « héros africains » de l’Université de l’Ohio en 2017.

Dr. Fall détient plusieurs diplômes prestigieux, dont un doctorat en épidémiologie et santé internationale de l’Université de Tulane et de l’Université Cheikh Anta Diop en 2015, ainsi qu’un master en développement durable de l’Université de Tulane en 2003. Il est également titulaire d’un master en santé publique de l’Université Cheikh Anta Diop en 1999 et a obtenu un diplôme en médecine tropicale et épidémiologie de l’Université d’Aix-Marseille en 1995. Son parcours académique et professionnel témoigne de son engagement et de son expertise dans le domaine de la santé publique et de l’épidémiologie.



Dr Fall

Agroécologie au Bénin : 125 Jeunes et femmes formés par Youth Initiative for Land in Africa – Yilaa

Le 1er juillet 2024, le Centre IITA d'Abomey-Calavi a accueilli un atelier de formation, organisé par Youth Initiative for Land in Africa (Yilaa). Une initiative effective grâce à la collaboration avec la Climate and Clean Air Coalition (CCAC) du Programme des Nations-Unies pour l'Environnement (UNEP). Elle vise à promouvoir l'adoption de technologies agroécologiques parmi les jeunes et les femmes au Bénin avec l'objectif de réduire les polluants de courte durée de vie dans la production du maïs et du riz.



Vue d'ensemble des participants

L'atelier a rassemblé 125 participants, constitués de jeunes agriculteurs et des femmes, désireux d'adopter des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement. Pour Innocent Antoine Houedji, coordonnateur de Yilaa, les jeunes et les femmes constituent une grosse opportunité pour le continent et en particulier pour le Bénin. C'est pourquoi soutient-il, cette formation offre des outils et des pratiques agricoles utiles afin de produire une agriculture respectant les normes agroécologiques.

Au menu de cette formation plusieurs sessions de formation axées sur l'enseignement et la démonstration de techniques agroécologiques adaptées aux cultures de maïs et de riz. Il s'est agi de la gestion intégrée des ravageurs, de l'utilisation efficace des ressources en eau et de l'amélioration de la fertilité des sols par des méthodes biologiques. Les participants ont bénéficié des conseils

d'experts en agriculture durable, renforçant ainsi leurs compétences et leur capacité à appliquer ces pratiques dans leurs propres exploitations.

L'initiative de Yilaa ne se limite pas à l'amélioration des rendements agricoles, mais vise également à réduire l'empreinte environnementale de l'agriculture au Bénin. En effet, en promouvant des pratiques telles que la rotation des cultures, le compostage et l'utilisation de semences résilientes, Yilaa cherche à établir un modèle agricole durable pour la région. « En adoptant les technologies agroécologiques, nous ne nous contentons pas de préserver notre environnement, mais nous posons les bases d'une agriculture durable. » a souligné, Edmonde Fonton, députée à l'Assemblée Nationale présente à l'événement.

Convaincus de l'impact concret de cette initiative, les participants se réjouissent et ont confié appliquer immédiatement les connaissances acquises.

Grâce à cette formation 125 jeunes et femmes ont vu leur capacité renforcé en matière d'agroécologie et économie circulaire. Yilaa et ses partenaires prévoient de continuer à soutenir l'engagement des jeunes et des femmes en fournissant un accompagnement continu et en élargissant l'accès aux pratiques durables.

Megan Valère SOSSOU